

## DÉLIBÉRATION N° DEL-043-2026

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

#### DE LA SÉANCE DU 15 AVRIL 2026 A 18H30

*dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 9 avril 2026

Étaient présents : (84)

Mesdames et Messieurs, Elodie ABT, Benoît ACKERMANN, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Pierre BLIND, Alain BRAND, Serge BRAND, Arlette BRUETSCH, Doris BRUGGER, Gilles CLAUDE, Danielle CORDIER, Annaïck DANGELSER, Michel DESSERICH, Jean-Luc DOPPLER, Edouard EDER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Didier FORT, Gilles FREMIOT, Laurent FUCHS, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Benoît GOEPFERT, Roland GOEPFERT, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Alexandra GUTZWILLER, Eric GUTZWILLER, Béatrice HANSER, Jean HARTMANN, Mathieu HARTMANN, Michel HARTMANN, Gabriel HASCHER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Ginette HELL, Rita HELL, Axelle HELLMANN, Stéphanie HERMANN, Jean-Luc HEUDECKER, Jean HIGELIN, Nicolas JANDER, Yves KELLER, André LEHMES, Michel LERCH, Véronique LIDIN, Sophie LOTH, Jean-Paul MACKER, Pascal MALYSZKA, Agatino MAVILLA, Christine MENNEZEIN, Jérôme MEYER, Christophe MUNCK, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL, Bertrand REECHT, Sylvie RENGGER, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Fabienne REY, Patrick RIEGERT, René SCHAFFER, Raphaël SCHMIDLIN, Pierre SCHOEPFER, Dominique SENGELIN, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Christian SUTTER, Aurelio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, Philippe WAHL, Hervé WALTER, Guilaine WEISS, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Anne ZELLER, Gaëlle ZIMMERMANN, Jean ZIPPER.

Étaient excusés et représentés par leurs suppléants :

Madame Laetitia BLUMBERGER, Messieurs Michel PFLIEGER, Gilbert SORROLDONI.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (5)

Monsieur Michel DESSERICH a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Monsieur Gabriel HASCHER a donné procuration à Madame Isabelle PI-JOCQUEL,  
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Olivier PLIEGER,  
Monsieur Mathieu HARTMANN a donné procuration à Monsieur Matthieu HARTMANN,  
Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT a donné procuration à Monsieur Nicolas JANDER.

Était excusé sans représentation : (1)

Monsieur Philippe RUFI.

Étaient non excusés : (0)

<b>DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL AU PRÉSIDENT ET AU BUREAU</b>
---

<u>Nombre de conseillers</u>
------------------------------

En exercice : 90 – Présents : 84 – Procurations : 5 – Absents : 1 – Exclus : 0
--

L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales qui expose que « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant ».

Contrairement aux dispositions applicables aux communes, pour lesquelles le Code Général des Collectivités Territoriales énumère strictement les compétences susceptibles de délégation, la liste des domaines pouvant être délégués au bureau, au président et aux vice-présidents d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale n'est limitative qu'au regard des sept cas énumérés précédemment.

Dès lors que le conseil a délégué une attribution, il se trouve dessaisi de celle-ci et, par conséquent, est incompétent pour statuer sur elle tant qu'il n'a pas rapporté sa délégation.

Il est proposé la délégation d'attributions suivante :

## PRÉSIDENT

COMPÉTENCES DÉLÉGUÉES	
COMMANDE PUBLIQUE	Prendre toute décision relative à la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de services, de fournitures et de maîtrise d'œuvre, dont le montant est inférieur à 216 000 € HT ainsi que la conclusion d'avenants à ces marchés et accords-cadres, dès lors que les crédits sont prévus au budget. Les marchés et accords-cadres de travaux pourront être uniques ou faisant partie d'une opération unique, dont le montant global est inférieur au seuil ci-avant indiqué. Les marchés et accords-cadres de services et de fournitures pourront être uniques ou faisant partie d'une catégorie homogène, dont le montant global est inférieur au seuil ci-avant indiqué
	Décider la création de groupements de commandes avec des personnes publiques ou privées pour des opérations inférieures à 216 000 € HT et conclure les conventions correspondantes
	Prendre toute décision relative à l'examen de la recevabilité des offres et, le cas échéant, de mettre un terme à toute procédure pour cause d'infructuosité
	Désigner les membres du jury en qualité de personnalité justifiant de la qualification professionnelle exigée des candidats au concours peu importe le montant du marché

PATRIMOINE	<p>Conclure les conventions de passage et passer les actes notariés ou rédigés en la forme administrative avec les propriétaires privés ou publics pour le passage d'ouvrages d'assainissement et d'eau.</p> <p>Fixer les indemnités de servitude résultant de telles conventions, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Indemnités de passage : dans la limite de 5 000 €</li> <li>- Indemnités pour perte de culture : dans la limite du barème annuel en vigueur établi par la chambre d'agriculture.</li> </ul>
	Conclure les actes de rétrocession de canalisation aux communes (pour les eaux pluviales)
	Conclure les actes de rétrocession des réseaux privés dans le domaine public
	Décider, en qualité de bailleur, ou accepter, en qualité de preneur, de conclure et de renouveler les conventions et baux relatifs à des biens immobiliers du domaine privé communautaire, à usage privé ou commercial, pour une durée inférieure ou égale à neuf ans, à titre gratuit ou onéreux
	Conclure les conventions de location de biens immobiliers, nécessaires au fonctionnement des services communautaires, dont la durée n'excède pas trois ans.
	Conclure les conventions d'occupation temporaire des locaux et espaces communautaires
	Procéder à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 15.000 €
	Procéder à l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
	Conclure les conventions d'occupation du domaine public communautaire, dont le montant annuel de la redevance ne dépasse pas 10.000 €
	Exercer le droit de préemption urbain simplifiée et renforcé
PERSONNEL	Procéder à la conclusion des conventions de stages et des contrats d'apprentissage pour les besoins des services communautaires
	Conclure des conventions avec le Centre de Gestion du Haut-Rhin pour la mise à disposition de personnel non permanent
	Conclure et signer les conventions d'accueil de bénévoles au sein des services communautaires
AUTRES	Accepter les indemnités et ristournes d'assurance
	Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels la Communauté de Communes est responsable, quel que soit le montant des sinistres dans la limite des crédits ouverts au budget
	Agir en justice au nom de la communauté de communes en demande ou en défense à l'occasion de tout contentieux, au fond ou en référé, et quel que soit l'état ou le niveau de la procédure, devant quel que juridiction que ce soit et en toute matière
	Approuver les conventions d'utilisation des données géographiques et bases de données numériques à titre gracieux ou onéreux
	Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté de communes et la fixation des indemnités de maniement de fonds des régisseurs s'y rapportant.
	Procéder à l'ouverture de comptes à terme auprès de l'Agence France Trésor
	Approbation des avant-projets définitifs des opérations d'un montant inférieur à 500 000 € HT

# BUREAU

COMPÉTENCES DÉLÉGUÉES	
COMMANDE PUBLIQUE	Prendre toute décision relative à la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de services, de fournitures et de maîtrise d'œuvre, dont le montant est égal ou supérieur à 216 000 € HT ainsi que la conclusion d'avenants à ces marchés et accords-cadres, dès lors que les crédits sont prévus au budget. Les marchés et accords-cadres de travaux pourront être uniques ou faisant partie d'une opération unique, dont le montant global est inférieur au seuil ci-avant indiqué. Les marchés et accords-cadres de services et de fournitures pourront être uniques ou faisant partie d'une catégorie homogène, dont le montant global est supérieur au seuil ci-avant indiqué
	Décider la création de groupements de commandes avec des personnes publiques ou privées pour des opérations égales ou supérieures à 216 000 € HT et conclure les conventions correspondantes
	Arrêter la liste de candidats admis à concourir dans le cadre des procédures d'attribution de marché de maîtrise d'œuvre par voie de procédure de concours
FINANCES	Fixer les droits prévus au profit de la communauté de communes qui n'ont pas un caractère fiscal
	Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, et de passer, à cet effet, les actes nécessaires, dans les limites ci-après :  Les emprunts pourront être :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- à court, moyen ou long terme ;</li> <li>- libellés en euro ;</li> <li>- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ;</li> <li>- au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.</li> </ul>
	En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;</li> <li>- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêts ;</li> <li>- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée d'amortissement ;</li> <li>- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.</li> </ul>
	Contracter les ouvertures de crédit d'une de 12 mois renouvelable dans la limite d'un montant de 2.000.000 €, comportant un ou plusieurs index parmi les suivants : EONIA, T4M et EURIBOR
	Procéder aux demandes de subventions pour toute opération d'investissement ou de fonctionnement

AUTRES	Approuver et modifier les règlements intérieurs et de fonctionnement des divers services et équipements communautaires.
	Prendre toute décision relative à l'adhésion à des conventions de participation proposées par le Centre de gestion pour la protection sociale complémentaire des agents
	Conclure les conventions de rachat de matière avec les différents repreneurs
	Conclure les conventions avec les différents éco-organismes et leurs éventuels avenants
	Délivrer un avis dans le cadre d'un projet de création, d'extension ou de transformation d'un établissement ou d'un service de droit privé accueillant des enfants de moins de six ans
	Approbation des avant-projets définitifs des opérations d'un montant supérieur à 500 000 € HT et inférieur à 1 000 000 € HT

**Le Conseil de la communauté de communes,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-10 ;

**Après en avoir délibéré, par 83 voix pour, 3 contre et 3 abstentions,**

**DECIDE**, pendant la durée de son mandat, la délégation d'attributions au Président et au Bureau, telle que présentée ci-avant.

Pour extrait conforme  
Altkirch, le 17 avril 2026  
Le Président  
Gilles FREMIOT

